

Lutte de classe

L'éditorial du bulletin du CCI(T) du 19 juin.

Elections européennes : La classe ouvrière et la jeunesse persistent et signent

En refusant d'aller voter aux élections européennes, avec une abstention record dépassant souvent les 70 % dans les villes et banlieues ouvrières, la classe ouvrière et la jeunesse ont confirmé avec éclat leur rejet de l'Europe des capitalistes qu'elles avaient déjà exprimé au référendum de 2005.

L'abstention massive est un camouflet pour Sarkozy qui s'était empressé, à peine élu, de faire approuver le décalque du Traité Constitutionnel Européen par le Parlement réuni en Congrès. Il voulait faire oublier au plus vite cet épisode fâcheux. Mais les ouvriers et les jeunes n'ont pas oublié.

C'est aussi un camouflet pour l'UMP, le parti du Président, dont le « succès », sitôt vanté par les commentateurs en service commandé, ne représente en réalité qu'à peine plus de 11 % des inscrits.

Mais c'est également un échec pour les partis PS, PCF et PG réunis dans le Front de Gauche, NPA et LO qui ont choisi de présenter des candidats à ces élections, tournant le dos au vote Non de 2005 et avalisant de facto la ratification du Traité par Sarkozy. Votez pour nous, disaient-ils, tout deviendra possible, nos députés combattront pour une Europe sociale, le SMIC européen, la défense des services publics, contre les licenciements et les délocalisations etc...

Mais la classe ouvrière et la jeunesse savent ce qu'est l'Europe des capitalistes et ses institutions, Parlement compris, qui sont tout entiers au service des gouvernements bourgeois. Ils ont refusé de croire que le vil plomb se transformerait en or.

PS, Front de Gauche, NPA et LO prétendaient aussi que voter pour eux était l'occasion d'adresser un avertissement à Sarkozy, de signifier que le combat des salariés dans la rue se poursuivait dans ces élections.

Mais la classe ouvrière et la jeunesse, qui ont cherché les moyens d'imposer la grève générale pour en finir avec Sarkozy, contre les journées d'action et les combats isolés et disloqués, ont parfaitement compris qu'il ne s'agissait là que d'un tour de passe-passe, que Sarkozy se moquait des « avertissements » comme il se moque des journées d'action. Ils ont compris qu'on leur proposait un plat de lentilles en échange de leur volonté de centraliser leur combat contre le gouvernement.

De la même façon qu'ils refusent aujourd'hui dans leur grande majorité de participer à la mascarade des journées du 26 mai et du 13 juin, ils ont refusé de cautionner par leurs votes la poursuite de cette mystification.

L'abstention massive des travailleurs et des jeunes est donc volontaire. Mais elle n'a pu s'affirmer ouvertement, dans toute sa dimension politique, faute d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire qui aurait mené partout une campagne pour le boycott de cette élection, pour chasser Sarkozy et son gouvernement, pour un gouvernement des travailleurs, condition indispensable pour aller vers les Etats Socialistes d'Europe. C'est en tout cas cette orientation que le CCI(T), avec ses moyens, a défendue.

Une profonde maturation politique de la classe ouvrière et de la jeunesse est en cours

Faisant comme si de rien n'était, Sarkozy déclare au lendemain de ces élections triomphales : « Ce succès aux élections commande d'aller plus loin. L'Europe doit changer. Les réformes doivent continuer. » Une telle assurance ne lui vient pas des mirifiques 11 % des inscrits obtenus par l'UMP. Ni même du score calamiteux du PS.

Ce qui lui permet d'avancer, c'est la garantie qu'il a obtenue que « le gouvernement était tranquille jusqu'à l'été », comme l'a dit sans ambages un de ses conseillers, après avoir pris connaissance du dispositif des journées d'action des 26 mai et 13 juin mis en place par les appareils syndicaux.

Alors que par millions les travailleurs et les jeunes avaient montré leur volonté d'en finir avec sa politique, les directions syndicales sont parvenues à escamoter toute perspective de combat immédiate, de centralisation politique contre le gouvernement. Elles sont parvenues à contenir le formidable élan exprimé le 29 janvier, le 19 mars et même encore le 1er mai dans la grève et les manifestations, à laisser isolé jusqu'au bout le mouvement dans les Universités, continuant de négocier, de commissions en groupe de travail, les réformes du gouvernement dont les grévistes demandaient le retrait.

Avec le soutien apporté aux directions syndicales dans leur dispositif de bousille par les partis PS PCF PG LO NPA qui certes, proclament leur opposition à Sarkozy, font même pour certains, comme le NPA, de grandes déclarations sur la grève générale, mais au bout du compte n'avancent comme perspective politique aux millions de salariés et de jeunes pour en finir avec ce gouvernement et sa politique que l'horizon lointain et hypothétique des élections de 2012.

En apparence, tout se déroule donc selon le schéma bien rôdé : le gouvernement va poursuivre sa politique, continuant à s'appuyer sur le « dialogue social » pour faire passer ses réformes et la prochaine journée d'action est déjà annoncée... pour le 7 octobre.

Mais en même temps, des oppositions de plus en plus nombreuses se manifestent dans et hors des syndicats contre l'orientation des directions, dépassant les anciens clivages, cherchant à s'organiser pour surmonter les obstacles. Ici, des sections syndicales CGT ou SUD déclarent ouvertement qu'elles ne soutiennent pas la mascarade du 13 juin, là d'autres s'adressent publiquement à leur direction pour leur demander de cesser de disloquer les combats, de préparer la grève générale contre le gouvernement, ailleurs dans les syndicats de la FSU, c'est un tollé des militants pour fustiger l'abstention de la direction sur le vote au CTPM des projets de décrets du gouvernement qui détruisent la formation des enseignants, aboutissement d'un soutien à peine déguisé.

Derrière l'apparence, une intense maturation politique de toute la classe ouvrière est en cours.

Elle prépare l'irruption d'une crise révolutionnaire, submergeant les appareils.

Pour le capitalisme, le temps des artifices est révolu

La situation économique empire mois après mois. Des entreprises de plus en plus nombreuses ferment leurs portes, le chômage explose, les prévisions s'effondrent. Après avoir épuisé les possibilités légales de mise en chômage partiel, de mise en congés forcés, nombre d'entreprises préparent à leur tour d'autres plans de licenciements à grande échelle.

Cependant les affaires continuent, de celles précisément qui ne font que renforcer la crise : les banques s'engraissent en souscrivant aux emprunts émis par les Etats pour financer leurs dettes, les détenteurs de capitaux spéculent sur tout ce qui bouge, comme à nouveau sur le pétrole, les entreprises les plus solides rachètent d'autres moins vaillantes, restructurent et taillent dans les effectifs pour augmenter la productivité, la grande distribution et l'industrie agro-alimentaire étrangent les producteurs de lait, les pêcheurs ou les éleveurs.

Avec un seul effet : d'un côté, la concentration s'accroît, les spéculateurs spéculent, et de l'autre, la misère gagne du terrain, étouffant de plus en plus l'activité économique.

Finis les beaux discours de Mme Lagarde, envolées les certitudes du président Lula qui prétendait que la crise ne serait qu'une « vaguelette » quand elle arriverait aux portes du Brésil, hors service la mécanique bien huilée des exportations allemandes, anéanti le miracle de la croissance espagnole tirée par une frénésie immobilière. Partout la récession s'installe, brutalement ici, plus lentement ailleurs, les uns entraînant les autres dans la chute.

Les gouvernements bourgeois promettent pourtant la reprise pour 2010 ou 2011. Ils mentent. Toutes les mesures qu'ils ont prises pour parer au plus pressé aggravent au contraire les contradictions du système capitaliste à bout de souffle, et d'abord le colossal endettement public généré par les plans de sauvetage des banquiers et des patrons, véritable bombe à retardement qui ne demande qu'à exploser.

Ils mentent, mais ils préparent la suite. Les dépenses militaires croissent à nouveau de manière spectaculaire. Pourtant les conditions politiques d'un affrontement entre les principaux impérialismes sont loin d'être réunies. Cela supposerait comme préalable indispensable de très profondes défaites politiques de

la classe ouvrière au plan mondial, du même type que celles qui ont précédé le déclenchement de la seconde guerre mondiale, avec la victoire du fascisme en Italie, en Allemagne et en Espagne.

Mais les entreprises militaires impérialistes à l'encontre de pays tiers vont se multiplier, chacun défendant ou cherchant à étendre sa sphère de contrôle. L'inauguration de la base militaire française à quelques encablures des cotes iraniennes participe évidemment de cette fuite en avant.

La crise économique que nous vivons aujourd'hui n'a rien de comparable avec les crises précédentes qui ont secoué périodiquement le système capitaliste mondial depuis la fin des « Trentes glorieuses ». A chacune de ces crises, les gouvernements bourgeois étaient parvenus, au prix de multiples artifices, comme le crédit illimité, à différer l'irruption de la crise généralisée du mode de production.

Mais nous y sommes et pour le capitalisme, le temps des artifices est révolu car ils ne sont désormais que des facteurs d'accélération immédiats de la crise. Les bourgeoisies, leurs gouvernements, n'ont aucune solution pour sortir de la crise, sauf à plonger le prolétariat, la jeunesse, les populations des pays dominés, dans une effroyable régression.

Les masses perçoivent avec angoisse cette situation nouvelle, elles sentent que les combats qu'il va falloir mener sont d'une tout autre ampleur que précédemment, que la simple défense contre les licenciements, contre les attaques tout azimut, se heurte immédiatement au maintien au gouvernement des patrons et des banquiers, au maintien du système capitaliste.

Pour aider à la centralisation du combat de toute la classe ouvrière et de la jeunesse en défense des revendications

Pour chasser Sarkozy et le gouvernement de la bourgeoisie,

Pour un gouvernement des travailleurs qui s'attaque au capitalisme, réorganise l'économie pour la satisfaction des besoins et des revendications de l'immense majorité de la population

Il faut construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire